

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DDASS
Bureau Santé-Environnement

2000 / RE / 149

ARRÊTÉ

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

- VU le Code de la Santé Publique et notamment les chapitres I, III, VI du titre 1er du livre 1er ;
- VU le décret modifié n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- VU l'arrêté du 20 février 1990 relatif aux méthodes de référence pour l'analyse des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 pris en application de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 relatifs à la nomenclature et aux procédures d'autorisation ou de déclaration ;
- VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ;
- VU l'arrêté du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers d'autorisation d'eau prélevée dans le milieu naturel ;
- VU la demande d'autorisation d'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel dans une entreprise agroalimentaire par la Société FORA France HYDRAP pour le compte de la Société EURIAL POITOURAINE - HERBIGNAC ;
- VU le rapport de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Loire-Atlantique ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 13 Juillet 2000 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique.

ARRETE

- Article 1 : La société EURIAL POITOURAINE, lieu-dit « Le Gassun » - HERBIGNAC est autorisée à utiliser une eau de forage pour des usages en agroalimentaire. Le volume maximum que l'entreprise est autorisée à prélever est fixé à 35 m3/h.
- Article 2 : Le contrôle sanitaire respectera au minimum les prescriptions suivantes conformément à l'annexe III du décret du 3 janvier 1989 modifié :

| Analyses types | Analyse bactériologique complète (B3) Analyse physico-chimique sommaire (C2) | Analyse physico-chimique complète (C3) Analyse physico-chimique particulière (C4a, C4b, C4c) |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Fréquences annuelles d'échantillonnage | Les fréquences annuelles d'échantillonnage sont identiques à celles prévues pour les analyses effectuées sur les ressources alimentant les réseaux d'adduction; elles ne peuvent être inférieures à celles indiquées ci-dessous : | |
| Fréquences minimales | 3 | 1 |

Les résultats analytiques seront transmis à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Loire-Atlantique.

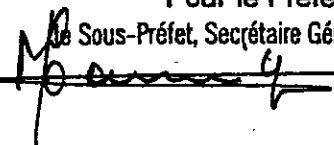
- Article 3 : La Société EURIAL POITOURAINE doit maintenir et adapter suivant l'évolution de la qualité de l'eau brute une autosurveillance de la qualité de l'eau brute captée, de l'eau traitée et de l'eau distribuée dans l'entreprise. Les résultats de cet autocontrôle doivent être consignés dans un carnet sanitaire et tenu à la disposition de la DDASS. Ce carnet sanitaire devra comporter notamment les éléments suivants : les relevés périodiques des compteurs totalisateurs des volumes extraits, les résultats des tests analytiques (chlore, pH, fer,...), les résultats des analyses bactériologiques et chimiques, les incidents de fonctionnement et les mesures prises pour y remédier.
- Article 4 : La tête de forage et son environnement immédiat devra subir des travaux de sécurisation afin d'éviter toute contamination directe de la nappe phréatique par des eaux de ruissellement pour la pose d'une clôture, d'un drainage des eaux superficielles, du nettoyage de l'aire.
- Article 5 : Toutes précautions devront être prises pour éviter la pollution du réseau public à partir du réseau interne de l'établissement par phénomène de retour d'eau. Un système de disconnexion doit être mis en place.
- Article 6 : Les bacs utilisés actuellement pour l'injection de produits de traitement de l'eau (chlore,...) devront être entourés d'une cuvette de rétention pour éviter tout contact accidentel de produits chimiques, il en sera de même pour la benne à farine.
- Article 7 : Des précautions sont à apporter au stockage des produits chimiques utilisés pour le traitement de l'eau pour éviter tout contact accidentel.
- Article 8 : Conformément aux dispositions du décret n° 83.1025 du 28 novembre 1983 la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de 2 mois et commence à courir du jour de la notification de la présente décision.
- Article 9 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique, le Sous-Préfet de ST NAZAIRE, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A NANTES, le 02 AOUT 2000

Pour ampliation
Le Chef de Bureau de la Réglementation
de l'Environnement


Martine DELAVAL

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Sous-Préfet, Secrétaire Général Adjoint



Michel TOURIGNY